

BILLET D'ACTUALITÉ

Quelles leçons tirer du scrutin du 6 septembre en Saxe-Anhalt ?

Par Philippe COSTE, ancien Ambassadeur

- *L'AfD double son score en Saxe-Anhalt le 6 septembre, provoquant l'effondrement de la CDU au pouvoir depuis 2002, avec un risque de contagion le 20 septembre à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.*
- *L'AfD propose un programme radical (rapatriement des immigrés, rapprochement avec la Russie, révisionnisme sur le nazisme) qui séduit malgré tout.*
- *Moscou et Washington saluent ouvertement cette percée, même si l'AfD est encore loin d'accéder au pouvoir national en Allemagne.*

Le succès de l'AfD aux élections de Saxe-Anhalt est spectaculaire. Le pourcentage de ses voix a doublé par rapport à la précédente élection. Il s'est accompagné d'une dégringolade symétrique de la CDU qui dirigeait le land depuis 2002, et de résultats particulièrement piteux pour les trois autres partis de gouvernement, le SPD, les Verts et plus encore le FDP qui passe sous le seuil électoral de 5 %. Il sonne comme un avertissement de grande ampleur, de portée non seulement nationale mais européenne voire mondiale.

Les commentateurs se sont largement étendus sur les causes de la débâcle : la pauvreté relative du land concerné, en majorité rurale, et la baisse continue de sa population ; la persistance d'une coupure marquée entre les anciennes RDA et RFA ; l'ouverture des frontières allemandes à un déferlement d'immigrants en 2015, les peurs irrationnelles liées à des représentations largement fantasmées.

Au-delà, on s'interroge sur une possible répétition de l'événement du 6 septembre ailleurs en Allemagne. **De nouvelles élections régionales sont attendues le 20 septembre dans le land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et à Berlin.** Dans ces zones plus urbanisées et plus industrialisées, l'inquiétude monte face au choc chinois, à l'automatisation, à l'intelligence artificielle, à l'avenir du modèle économique allemand... et laisse craindre que l'AfD puisse, non certes rééditer son succès de Saxe-Anhalt, du moins continuer de progresser et de menacer les partis de gouvernement.

Les deux élections régionales imminentes pourraient être l'élément déclencheur d'une véritable rébellion contre le chancelier Merz. Le 20 septembre, la ville-État de Berlin, bastion centriste de longue date, devrait destituer son maire CDU et élire pour la première fois un candidat du parti d'extrême gauche Die Linke. Dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, qui vote le même jour, la ministre-présidente sociale-démocrate Manuela Schwesig pourrait se maintenir au pouvoir. Mais là, la CDU locale risque de passer sous la barre de 5 %. Cela pourrait transformer le mouvement de contestation en un véritable raz-de-marée.

Le programme de l'AfD a séduit les électeurs alors même qu'il est particulièrement outré au point d'être provocateur : « rapatriation » des immigrés (en clair, déportation) ; réactivation résolue des relations avec la Russie avec notamment la reprise des importations de gaz, l'arrêt de l'aide à l'Ukraine,

la levée des sanctions et la remise à l'honneur de l'étude de la langue russe ; modification des programmes scolaires d'histoire de façon à consacrer « plus d'heures à Bismarck et moins d'heures à Hitler », le tout accompagné d'une complaisance appuyée à l'égard du passé nazi de l'Allemagne, d'un rappel de l'imagerie et des slogans des années 1930. Tant et si bien qu'au Parlement européen, le Rassemblement National a trouvé préférable de prendre ses distances par rapport à ce parti décidément trop sulfureux et que, ces derniers jours, Marine Le Pen s'est abstenue, significativement, de célébrer la percée de l'AfD en Saxe-Anhalt.

Il n'en est que plus frappant que les gouvernements russe et américain – deux nations qui s'enorgueillissent de leur rôle dans la défaite du nazisme – applaudissent cette résurgence. Moscou s'efforce de mettre en scène sa guerre contre l'Ukraine comme un remake de la Grande Guerre patriotique et qualifie les démocrates ukrainiens de nazis. Ils n'éprouvent pour autant pas la moindre gêne à saluer tous les signes de montée en puissance de l'AfD en Allemagne. **Beau cas de perversion qui n'est pas sans rappeler le pacte Molotov-Ribbentrop.** À l'instar du Kremlin, l'administration Trump a ouvertement flirté avec l'extrême droite allemande. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité l'an dernier, J.D. Vance, vice-président américain, a rencontré Alice Weidel, dirigeante de l'AfD, et a évité soigneusement Olaf Scholz, alors chancelier fédéral. La stratégie de sécurité nationale américaine, publiée fin 2015, affirmait que l'Europe était menacée d'« effacement civilisationnel », en grande partie à cause de sa tolérance envers l'immigration de masse. À l'inverse de Marine Le Pen, Donald Trump s'est bruyamment félicité des résultats du scrutin en Saxe-Anhalt.

Même si la Saxe-Anhalt ne résume pas l'Allemagne et même si les partis centristes traditionnels sont bien décidés à maintenir un rempart contre l'AfD, on peut craindre une diffusion des idées d'extrême droite au-delà de leur sanctuaire de départ. La politique migratoire pourrait bien dériver et le soutien à l'Ukraine pourrait s'affaiblir.

La résurgence d'un parti nationaliste en Allemagne pourrait également poser de difficiles questions à l'Union européenne. L'AfD, par exemple, s'est engagée à quitter l'euro, et potentiellement l'UE elle-même. Toute désintégration possible de l'UE serait bien accueillie par le Kremlin et par la Maison-Blanche. Mais elle serait perçue avec consternation par les démocraties libérales hors d'Europe, comme le Canada et le Japon, qui comptent sur l'UE pour contrebalancer le nationalisme et les jeux de pouvoir de la Russie, de la Chine et d'une Amérique dirigée par Trump.

L'AfD est encore loin d'accéder au pouvoir national. **Mais le principal événement de la politique européenne l'an prochain sera probablement la France, et non l'Allemagne. L'espoir le plus immédiat de Poutine et de Trump pour transformer l'Europe est bien là, en France plutôt qu'en Allemagne.**

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur